



Protection de l'environnement D'abord, manger !	1
Femmes et édition Juste un mot de femme	3
Gestion des ressources hydriques Voies d'eau	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Semences Sécurité semencière pour les petits producteurs	16

Site Web : www.cta.nl



Illustration M. Roesch

Protection de l'environnement

D'abord, manger !

Lorsque votre horizon se limite à la prochaine récolte et que votre choix de nourriture à vendre ou à consommer se situe entre le « trop peu » et le « pas assez », le long terme et les grands discours deviennent secondaires. C'est ce conflit latent entre les tenants de la production et les partisans de la protection que nous examinons.

« Le premier droit humain de la journée, c'est le petit déjeuner ». On l'entend souvent dire dans les discussions entre ceux qui sollicitent des financements, l'œil fixé sur le possible, et les bailleurs de fonds, plus axés sur le désirable. Ce débat existe à tous les niveaux, du village aux institutions nationales et régionales. De nombreux lecteurs de *Spore* en ont été les témoins ou y ont participé durant l'année écoulée.

Le géographe Georges Rossi est convaincu que ce débat se poursuivra encore longtemps et qu'il faudra s'y habituer, même si personne n'y est à l'aise.

« Dans les pays pauvres, les simples nécessités du lendemain, le désir d'améliorer les conditions de vie, feront percevoir encore pour longtemps la vision occidentale de l'écologie et les politiques qui en découlent

comme d'étranges soucis d'esthètes, des caprices de nantis. Elles sont vécues comme des contraintes externes, politiquement correctes, passage obligés que les gouvernements font mine d'accepter pour attirer les crédits et satisfaire l'une des conditionnalités de l'aide au développement. Les paysans, les autorités locales, les mettent en œuvre sous la pression, pour les contourner ou les abandonner ensuite dès que possible. »

Dans un sens, cette pratique fonctionne assez bien, malgré ses ambiguïtés. Mais certains signes montrent que les subtilités sont de moins en moins de mise dans les négociations entre nantis et pauvres. Le développement agricole et rural, comme celui de nombreux autres secteurs, s'en trouve affecté.

La question est de savoir qui conçoit les politiques globales et avec quel contenu.



Dans ce numéro

Est-ce que le monde change ? Changera-t-il demain ? Probablement : il y a toujours du changement dans l'air.

On peut parfois changer, repenser les règles au lieu d'en souffrir ou de les bafouer. Les règles qui régissent l'environnement et l'agriculture, par exemple, pourraient être un peu affinées et c'est ce que nous suggérons dans l'article d'ouverture.

Dans le monde de l'édition aussi, ça bouge du côté des femmes, et ces changements sont intéressants. Comme les conflits autour de l'eau : la situation a changé et, grâce à un peu de coopération, il se peut que le futur soit moins sombre qu'on ne le craignait.

Pour l'instant, Spore n'a pas changé et continue de vous proposer articles, points de vues, nouvelles du terrain et annonces. Pour l'instant : c'est à vous de voir. En page 14, il y a une petite enquête pour vous – et pour ceux et celles qui lisent par-dessus votre épaule. Dites-nous comment vous utilisez Spore et comment vous voudriez le voir dans le futur. Nous sommes toujours impatients de vous lire. À vos plumes !

Hé, regardez, je suis mondialisé !

Alors que beaucoup insistent sur les aspects locaux du développement, l'évolution vers une gouvernance mondiale se poursuit plus vite qu'on ne l'imagine. Même si nos horizons familiers changent peu, nous sommes tous branchés sur une culture et une économie mondiales. Comme les nuages et les vents, les biens peuvent se déplacer d'un bout à l'autre de la planète en quelques jours, les informations et opinions en quelques secondes.

Cette nouvelle proximité nous enrichit et nous rend aussi plus vulnérables. Nous sommes mieux informés de ce qui se passe dans le monde, proche ou lointain, et nous sommes mieux armés pour comprendre les interactions entre les événements. Si vous êtes branché sur les réseaux mondiaux, vous pouvez connaître les tendances des marchés dans d'autres continents ou bénéficier d'alertes précoces sur les tempêtes ou les invasions de sauterelles et vous y préparer. Vous pouvez voir plus loin et observer, par exemple, la dégradation et l'érosion des sols, la déforestation, les changements climatiques liés à l'activité humaine et leurs effets sur la production agri-



Photo J.L. Dugast © Inraef

On n'est jamais seul au monde : même les champs de riz émettent des gaz à effet de serre.

cole. De nombreux observateurs pensent que l'ensemble du monde agricole a franchi les limites de l'acceptable. Selon « Earth Council », une organisation d'observateurs basée au Costa Rica, nous consommons en moyenne plus de ressources biologiques que nous n'en reconstituons, et nous occupons plus d'espace que ce dont nous disposons. L'agriculture des Pays-Bas, par exemple, utilise sept fois plus de terre hors de ses frontières qu'à l'intérieur, principalement en Amérique latine, en Afrique et en Asie, pour faire pousser ses fleurs, ses tomates et ses produits fourragers. Il y a beaucoup d'autres « empreintes écologiques » de ce type.

Tu ne pollueras ni ne cultiveras

L'agriculture ACP connaît bien d'autres contraintes. Si vous épilchez les conventions mondiales sur la biodiversité et les changements climatiques ou le plan d'action de l'Agenda 21, vous pourrez constituer votre propre liste « d'interdits ». Tous ces traités lancés en 1992 devront être révisés lors du

Sommet mondial du développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud) en septembre 2002. Ce sont ces questions d'environnement qui façonnent désormais l'agriculture dans les pays ACP et ailleurs – en termes souvent restrictifs. C'est comme s'il y avait un calendrier de mesures, certes bien intentionnées, mais qui handicapent la productivité et les revenus agricoles.

Il y a déjà des restrictions à l'usage des engrais, herbicides et pesticides, bien que les producteurs n'aient souvent pas d'autres choix pour sécuriser leurs revenus. Dans les cinq prochaines années, le coût de ces intrants, ainsi que celui des transports locaux et du fret pour l'exportation augmenteront du fait d'écotaxes prélevées sur le potentiel énergétique de nombreux pays. Pendant la même période, les normes comme ISO 14000 (ISO = Organisation internationale de normalisation) pour la qualité internationale de l'environnement rendront plus difficiles les exportations vers les marchés occidentaux. En fait, ces mesures dressent de nouvelles barrières qui remplacent les barrières tarifaires démantelées par l'Organisation internationale du commerce ; elles sont même perçues comme du « protectionnisme déguisé ». Plus en amont, on parle de restreindre l'accès au marché mondial de certains produits exotiques comme de nombreux fruits tropicaux, en raison des coûts excessifs d'énergie de leur exportation vers des marchés lointains.

Il existe d'autres contraintes sur « l'espace opérationnel » des agriculteurs ACP. Les directives énoncées par la Commission mondiale de l'environnement en 1987 pour préserver 12% du potentiel écologique (en termes de superficies en terre et eau) de chaque pays pour la protection de la biodiversité posent un vrai dilemme : 12% pour les 30 millions d'espèces de la planète et 88% pour tout le monde avec une moyenne de 1,65 ha d'espace productif biologique par personne !

Rossi s'interroge sur cette approche : « Retirer aux communautés rurales la gestion d'une fraction de leur espace pour créer des parcs et des réserves, est-ce vraiment le meilleur moyen d'assurer à long terme et sans ruptures l'évolution de ces écosystèmes, de garantir leur avenir et celui des sociétés qui en vivent ? »

N'oubliez pas le jour qui précède demain

Beaucoup de dispositions ont été prises, bien sûr, pour rendre l'agriculture plus verte et en particulier réduire ses émissions de méthane (un des gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement de la planète), émissions qui font de l'agriculture le « troisième coupable », après l'industrie et les transports. Les recherches pour transformer la culture du riz en rizière et pour produire à faibles coûts des aliments modifiés pour bétail afin de réduire les émissions de gaz animales sont des exemples d'initiatives environnementales.

Le problème, c'est que ceux qui préconisent les solutions pour demain ne sont pas toujours

ceux qui peuvent résoudre les problèmes d'aujourd'hui. Les politiques agricoles étant de fait définies à l'occasion de rencontres mondiales comme le Sommet de la Terre, ce sont les gens les plus actifs dans la culture mondiale et qui ont le meilleur accès aux réseaux d'information mondiaux qui décident.

Ils n'ont pas toujours la sagesse qui vient du terrain, bâtie sur les succès, mais aussi sur des pertes de récoltes ou de marchés. Quelquefois, ils ont trop d'information et pas assez d'outils pour construire leurs jugements. Sinon, pourquoi les discussions seraient-elles dominées par le faux débat « biologique oui, OGM, non » ?

Il est peut-être temps que la communauté agricole s'interroge publiquement et sans détours sur ce qui est prescrit et sur ce qui fait réellement obstacle à la production aujourd'hui. L'agriculture biologique est-elle automatiquement plus valable et plus saine que la production intensive ? Peut-elle nourrir le monde, en termes de protéines disponibles ? Sous quelles conditions ? Est-ce que la petite agriculture, à haute intensité de travail, peut satisfaire les besoins de la sécurité alimentaire ? Sommes-nous en train de créer deux systèmes séparés : une production alimentaire super efficace et une modeste agriculture de subsistance ?

Ces questions doivent être posées, au moment où la communauté internationale s'apprête à revisiter l'ordre du jour environnemental. Si elles pouvaient être posées par les organisations paysannes de toutes obédiences et par les autres acteurs de la chaîne alimentaire, ce serait encore mieux.

Personne ne peut exiger que l'agriculture mondiale soit pratiquée sur des parcelles individuelles de 1,65 ha. Ce n'est qu'une moyenne, mais les moyennes ont leur importance. Une approche « moyenne », qui prendrait en compte tous les éléments en présence, serait de discuter franchement du futur, y compris de politiques accordant aux agricultures ACP un moment de répit pour leur permettre de satisfaire les besoins d'aujourd'hui.

De là, nous pourrions envisager ceux de demain.

Voir « En bref » pour savoir comment participer au Sommet de la Terre 2002.

Pour en savoir plus : L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud. G Rossi, CNRS Editions, Paris, 2001. 254 pages. ISBN 2-271-05794-9. FRF 195 • € 29.75 CNRS Editions, 15 rue Malebranche, 75005 Paris, France ; fax : + 33 1 5310 2727 Site Web : www.cnrseditions.fr

Les préoccupations écologiques sont de plus en plus à l'ordre du jour du développement. Concernant l'agriculture :

- de nombreuses mesures « vertes » sous-estiment les besoins de la sécurité alimentaire d'aujourd'hui ;
- l'accent est surtout mis sur les scénarios du futur ;
- le débat est centré sur ceux qui ont accès aux réseaux mondiaux d'information ;
- les organisations des pays ACP devraient participer davantage à la prochaine session du Sommet mondial de la Terre

Juste un mot de femme

Dans les pays ACP, les femmes binent les champs, nourrissent la famille, maintiennent la paix. Si seulement elles étaient aussi présentes dans le secteur de l'édition !

Nous sommes ce que nous mangeons, dit un vieil adage. Nous sommes aussi, de plus en plus, ce que nous lisons et ce que nous absorbons de diverses sources : familles, communautés, écoles, presse, radio... Pourtant, au moment où de nombreuses inégalités entre hommes et femmes s'estompent, le secteur qui nous fournit la plus grande part de notre information – à savoir l'édition – est toujours à la traîne.

Dans la plupart des pays ACP, l'édition est un secteur peu développé en dehors des domaines de l'éducation et de l'enfance. L'édition littéraire ou technique connaît de nombreux problèmes, notamment un manque de rentabilité, un taux élevé d'analphabétisme, des difficultés techniques de production et de distribution.

Aux frontières du monde de l'édition, dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural, pas le moindre signe d'équité en matière de genre, sauf quelques exceptions notables. Selon l'Africa Women Centre, les femmes occupent 25 % des postes dans les médias. Ce n'est pas glorieux, mais le pourcentage de femmes qui écrivent ou publient est encore bien plus faible.

Garder le sourire

Même si le monde de l'édition ne le montre guère, le rôle des femmes ACP dans la communication est essentiel. Peu l'ont exprimé avec autant d'éloquence que la poétesse kenyane Lilian Indira Igonga :

*Maman assise près du feu
Ouvre nos yeux
Aux saisons nouvelles
Raconte tes premiers jours, maman,
Et dis-nous comment
On peut vivre si durement
Et pourtant sourire si doucement
Juste comme toi
Maman assise près du feu
Ouvre nos oreilles
Et souris doucement
Juste comme toi*

Des rôles traditionnels comme celui de conteuse, souvent tenu par les femmes, n'ont pas toujours réussi la transition aux styles modernes de communication. Il y a plus d'hommes qui écrivent et plus de livres qui sont édités par des hommes, dit Asenath Bole Odaga, en faisant référence aux inégalités de scolarisation entre garçons et filles et au recrutement préférentiel des hommes dans les métiers de l'édition.

Même après des années d'activisme dans ce domaine, l'Association des femmes écrivains d'Ouganda, Femrite, confirme cet état de fait

dans son édition 2000 du répertoire des écrivains en Ouganda. Ce répertoire – publié avec le soutien de l'Alliance française – dénombre deux fois plus d'hommes que de femmes parmi les écrivains.

Le changement viendra de l'intérieur

Les écrivains font pression pour « féminiser » le secteur de l'édition, comme en a témoigné la Conférence des femmes écrivains tenue en 1999 sur le thème « Femme et activisme » dans le cadre du Salon international du livre du Zimbabwe. La profession elle-même s'efforce d'atteindre cet objectif. Parmi les rares livres publiés sur le thème des femmes dans l'édition en Afrique et dans les autres régions ACP, un des plus minces est le répertoire de l'African Book Collective, qui recense moins de deux cents femmes professionnellement occupées dans l'édition pour l'ensemble du continent.

Mais c'est en train de changer. L'édition est une profession créative où la dimension du genre est peut-être plus facile à introduire que dans le secteur de la sécurité alimentaire. C'est certainement vrai pour certaines organisations professionnelles comme l'Association panafricaine des libraires, plutôt féminisée et très dynamique, le Réseau des éditeurs africains, qui sensibilise ses membres en insistant sur les questions de genre ou encore le Réseau des éditeurs caribéens, qui souligne fortement le rôle central des femmes dans le développement de cette région.

Ces avancées se traduisent par une vague de nouveaux matériaux d'information et de formation sur l'édition, la production et le marketing (voir illustration). Ils sont principalement produits par des femmes et certains abordent franchement des sujets clés tels que la façon de préparer et de corriger un texte pour en éliminer les stéréotypes traditionnels.

À votre PC, Mesdames !

Dans le marché marginal de l'édition touchant à l'agriculture et à des sujets connexes comme la nutrition, le marketing, le financement, l'épargne, le crédit, l'organisation et la gestion, le rôle des femmes est très mince. Jusqu'ici, la grande majorité des titres est entre les mains des hommes. Tant que ce déséquilibre perdurera, peut-on raisonnablement espérer une évolution des pratiques agricoles et rurales ?

Les perspectives semblent assez bonnes. Comme l'édition dans ces domaines n'est pas viable en termes commerciaux traditionnels, de nombreuses publications sont produites par

des organisations sans but lucratif ou par des éditeurs classiques bénéficiant de financements extérieurs tels que le programme de coédition du CTA.

En contrepartie, ces éditeurs s'engagent généralement, de façon progressive, à tenir compte de la dimension genre tant dans leur politique de recrutement que dans leurs choix éditoriaux. Leurs produits deviennent ainsi plus accessibles aux lectrices et aux lecteurs des zones rurales, où la demande est très importante même si les niveaux d'analphabétisme demeurent préoccupants.

Amener petit à petit les métiers du livre à plus d'équité est une bonne chose, mais les plus grands enjeux se situent en fait dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'utilisation des outils électroniques d'édition. Dans l'ensemble des pays ACP, les femmes sont proportionnellement plus actives dans les réseaux informatiques en comparaison des pays industrialisés. Cela viendrait du fait que ces outils offrent aux groupes de femmes de nouvelles opportunités d'exercer leurs talents sociables naturels, jusqu'ici insuffisamment exploités. De nouveaux réseaux comme Women's Net et Famafricque ainsi que le nouveau prix Hafkin (voir nouvelles brèves) illustrent bien cette tendance.

C'est toutefois dans un réseau plus traditionnel que l'on dénote les signes les plus clairs de prise en compte du genre dans l'édition. L'International Women's Tribune Centre, support inconditionnel de la communication à la base depuis des décennies, a investi les TIC. Le projet IWTC – Femmes rurales en Afrique : des idées pour gagner de l'argent – a démarré au sein de télécentres ruraux en Ouganda et pourra bientôt être mobilisé en tous lieux à partir d'ordinateurs personnels. Il propose aux femmes rurales des idées, des études de cas et des échanges d'expériences sur les micro-entreprises, à travers un cédérom interactif, des graphiques adaptés et des bandes son en langues locales. Le but semble atteint, n'est-ce pas ? Nous le devons à l'initiative de femmes éditrices.

Une fiche d'information contenant une liste de publications, de guides et de contacts est disponible avec l'édition en ligne de cet article : www.agricta.org/Spore/spore95/spore95f_feature2.html et auprès des rédacteurs, à l'adresse de Médiateurs (voir Entre nous, page 15)

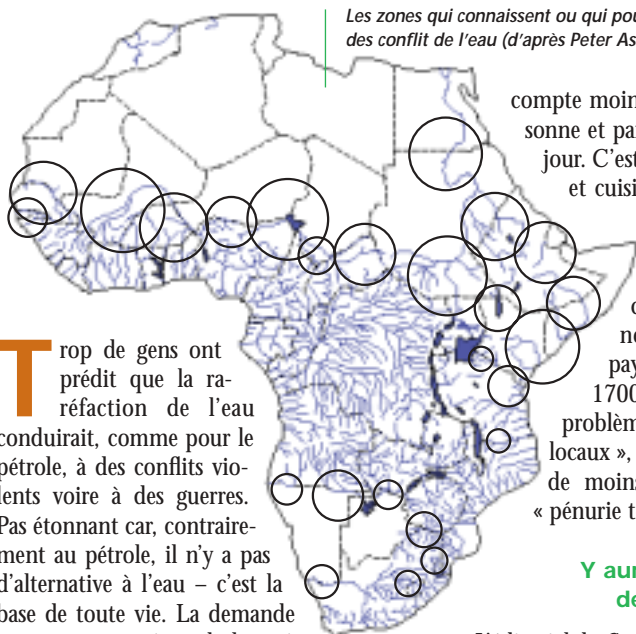


Comment utiliser-vous Spore ? voir p.14

Voies d'eau

C'est clair comme de l'eau de roche : le monde a besoin de mieux gérer son eau et d'en gaspiller moins. Des discours pessimistes sur les conflits de l'eau ont occulté les nombreuses initiatives positives, expérimentations prometteuses et avancées politiques. La pénurie a mis en évidence – pour les peuples et les gouvernements – la primauté de la coopération sur la compétition et les vertus du partage, de la préservation et de l'épargne.

Les zones qui connaissent ou qui pourraient connaître des conflits de l'eau (d'après Peter Ashton, CSIR, 2000).



Trop de gens ont prédit que la raréfaction de l'eau conduirait, comme pour le pétrole, à des conflits violents voire à des guerres. Pas étonnant car, contrairement au pétrole, il n'y a pas d'alternative à l'eau – c'est la base de toute vie. La demande augmente, en raison de la croissance démographique, l'industrialisation, l'urbanisation et le développement agricole avec ou sans irrigation. En 2025, plus de trente pays seront déficitaires en eau alors qu'il n'y en a qu'une vingtaine aujourd'hui, si l'on

Ça va, ça vient : cet affluent du Nil souvent à sec peut irriguer toute la plaine ; le marais d'Okavango, apparemment vaste, peut se rétrécir comme une peau de chagrin.



compte moins de 1000 m³ d'eau par personne et par an, soit moins de 3 m³ par jour. C'est dérisoire pour boire, se laver et cuisiner, mais cela inclut chaque goutte d'eau fraîche renouvelable disponible dans un pays, tous secteurs d'activité confondus. Selon les mêmes normes internationales, les pays qui disposent d'environ 1700 m³ connaissent déjà des problèmes d'eau « occasionnels et locaux », alors que ceux qui disposent de moins de 500 m³ souffrent de « pénurie totale ».

Y aura-t-il réellement des conflits ?

L'éditorial de *Spore* 74, en avril 98 demandait : « Eau : y aura-t-il des conflits ? ». La réponse, quelque trois ans plus tard, est toujours incertaine, mais elle pourrait être « pas forcément ». Malgré les rhétoriques précédentes, tout le monde est aujourd'hui convaincu que des solutions doivent être trouvées, car il n'y a pas d'autre issue. Certains avaient prédit le déclenchement d'une guerre, mais, selon Peter

Pays récemment ou prochainement déficitaires en eau

(sur la base de moins de 1 000 m³ disponibles par personne et par an)

Depuis 1955

Bahrain, Barbade, Djibouti, Jordanie, Koweït, Malte, Singapour

Depuis 1990

Algérie, Arabie Saoudite, Burundi, Cap-Vert, Emirats arabes unis, Israël, Kenya, Malawi, Qatar, Rwanda, , Somalie, Tunisie, Yémen

A l'horizon 2025

Afrique du Sud, Comores, Egypte, Ethiopie, Haïti, Iran, Libye, Maroc, Oman, Syrie
De vastes régions de beaucoup d'autres pays, de Cuba à la Chine, du Sénégal au Lesotho, souffrent d'un déficit hydrique.

Ashton, du Conseil sud-africain de la recherche scientifique et industrielle, ils se basent sur la fausse hypothèse que les communautés et même les gouvernements ont peu ou pas de choix en la matière et que leur seule réaction logique à la pénurie d'eau est la violence.

En réalité, il y a d'autres issues. La meilleure façon de prévenir et de résoudre les conflits passe par la participation des acteurs, le dialogue et le débat. Ceci vaut pour ceux qui se situent en aval dans un canal et qui dépendent de ceux qui sont en amont. Il en va de même lorsque le même fleuve ou les mêmes réserves souterraines sont exploitées par différents pays. L'Afrique, par exemple, dispose de neuf bassins fluviaux principaux – Congo, Nil, Niger, Okavango, Orange, Sénégal, lac Tchad, Volta et Zambèze – et de nombreuses nappes aquifères comme les carrières de grès en Nubie, et les bassins hydrogéologiques du Congo et du Kalahari, toutes partagées par plusieurs pays. Il n'est donc pas étonnant que les zones de tension – où le dialogue s'impose – se situent dans les régions en « pénurie récente » où « totale » (voir schéma).

Soyons unis

Et c'est le dialogue qui s'établit dans ces zones, plutôt que la guerre de l'eau. De nombreux pays du bassin du Zambèze ont élaboré des plans de développement de l'énergie hydro-électrique et augmenté les prélèvements pour l'irrigation, l'industrie et la consommation domestique, mais au total, cela dépasse les quantités que l'on peut prélever du Zambèze. C'est pourquoi on a mis en place le Plan d'action pour le Zambèze (ZACPLAN) en 1987. C'est la première tentative globale pour coordonner les activités et instituer une véritable gestion des ressources du bassin. Bien que le ZACPLAN ne soit pas officiellement signé par les neuf partenaires concernés, il est accepté et fonctionnel et le processus de démocratisation en cours au Malawi, au Mozambique, en Namibie et en Afrique du Sud conforte cette situation.

Le Niger est le plus vaste ensemble fluvial d'Afrique de l'Ouest et son bassin est l'objet d'une initiative similaire appelée « Autorité du bassin du Niger » (ABN). Mise en place en 1964, elle est la première du genre. Ses neuf membres vont de la Guinée à l'ouest, au Tchad, à l'est. Depuis plusieurs décennies,



gnées : récupération des eaux de pluie au Kenya, collecte des brumes au Cap-Vert, amélioration de l'infiltration des eaux par la construction de petites diguettes en demi-lune en Afrique de l'Ouest, captation des crues saisonnières avec des petits barrages au Zimbabwe, utilisation des eaux usées pour l'irrigation.

Mais préserver l'eau ne suffit pas. Il faut la gérer. Une distribution et une utilisation égalitaires et prudentes – donc durables – impliquent l'initiative et l'engagement

de tous les acteurs.

C'est un processus permanent car chaque solution, chaque innovation conduit à un nouveau défi. Si une communauté construit un petit barrage pour abreuver les troupeaux, cette nouvelle disponibilité sans précédent conduit toute la communauté à déborder d'initiatives : briqueteries, bassins de pisciculture, élevage de lapins ou de volailles, parcelles communautaires irriguées, pour n'en citer que quelques-unes. Ces projets nécessiteront la recherche de nouveaux consensus au sein de la communauté ou avec des partenaires extérieurs, en amont et en aval. Ils impliquent aussi que les femmes aient explicitement leur mot à dire. Elles sont responsables d'une grande partie des travaux des champs bien qu'elles n'aient aucun droit à la

cette région sahélienne souffre d'une sécheresse persistante due aux mutations écologiques liées à l'intensification de l'exploitation de la terre, à l'avancée du désert et au tarissement du lac Tchad. L'ABN a été handicapée par les faibles moyens que ses membres ont pu consacrer à son fonctionnement, l'incapacité à appliquer les législations et à mettre en place les outils d'information nécessaires pour assurer suivi efficace et la gestion des données. Une récente réorganisation a permis la mise en place d'un nouveau et modeste réseau destiné à appuyer les efforts nationaux pour améliorer la gestion de l'eau à l'échelle locale.

En Afrique de l'Est, des initiatives gouvernementales et non gouvernementales se sont manifestées autour du bassin du Nil avec des objectifs similaires à ceux des régions à l'ouest et au sud du continent (voir encadré).

Pour les îles du Pacifique et des Caraïbes, la gestion de l'eau est plus une affaire interne qu'une question entre États. Les îles les moins élevées et les atolls sont largement dépendantes des eaux de pluie et des nappes superficielles. L'augmentation de la consommation d'eau, quel que soit le secteur, implique une meilleure gestion pour conserver l'eau courante, l'amélioration des techniques de récupération des eaux, la désalinisation de l'eau de mer et le recyclage des eaux usées. Quelques pays pourront couvrir ces coûts avec les revenus du tourisme.

Des stratégies de débrouille

Au-delà des initiatives gouvernementales et intergouvernementales, les citoyens et les communautés ne sont pas restés inertes. Dans les situations de « pénurie absolue », les populations ont mis au point leurs propres stratégies de « débrouille ». Les Bushmen de Namibie trouvent de l'eau dans les fruits comme les melons. Les éleveurs du Soudan envoient des éclaireurs pour trouver les sources ou tout simplement suivent les pluies. Quand l'eau devient plus rare, on pense d'abord à l'épargner, à la stocker, à la conserver ou à rechercher des solutions agricoles alternatives, que *Spore* a bien souvent souli-

Le long du fleuve

Historiquement, l'Égypte et, dans une moindre mesure, le Soudan ont littéralement monopolisé l'utilisation des eaux du Nil pour leurs besoins en eau domestique, irrigation et électricité. Ceci aux dépens des autres pays riverains. Mais aujourd'hui la tendance est plutôt à la coopération. De nombreuses activités sont placées sous l'égide de l'Initiative du bassin du Nil, comme la première rencontre du Consortium international pour la coopération sur le Nil (ICCON), qui s'est tenue en juin 2001. Elle a rassemblé des représentants d'institutions publiques et privées de 10 pays (Burundi, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, République démocratique du Congo, Rwanda, Soudan, Tanzanie et Ouganda) pour marquer la vision partagée d'un développement socio-économique durable à travers une utilisation équitable et un partage des bénéfices des ressources en eau du bassin du Nil.

Auparavant, des représentants d'organisations de la société civile avaient mis en place la Société du bassin du Nil. Sous la devise « si le peuple décide, les décideurs suivront », ils ont échangé des informations pratiques et débattu à travers un forum électronique, en coopération étroite avec Conserve Africa (voir *Spore* 93).

Nile Basin Initiative
PO Box 192, Entebbe, Uganda
Fax : + 256 41 320 971
E-mail: nbisec@afsat.com
Site web: www.nilebasin.org

Nile Basin Society
Site web: www.nilebasin.com
Site web :http:// nile.ca


 Gestion efficace et durable de l'eau pour le développement agricole et rural en Afrique sub-saharienne et dans les Caraïbes. Rapport de synthèse d'un séminaire, Cordoue, Espagne, 1999 CTA, 1999. 36 pp. ISBN 92 9081 21 84 N° CTA 971. 5 unités de crédit



Photo E. Heijmans

Ça déborde d'idées.

Pas une goutte d'eau à perdre

Une irrigation appropriée est la clé d'une bonne gestion de l'eau. Divers outils peuvent aider à évaluer les situations et bâtir les scénarios du futur en matière d'irrigation facilitant ainsi le dialogue indispensable à la prévention des conflits de l'eau.

Le logiciel SALTMOD a été conçu par l'International Institute for Land Reclamation and Improvement (ILRI). Il propose une simulation des options de gestion de l'eau sur les niveaux de salinité dans le sol, les eaux souterraines et les eaux de drainage. Il calcule aussi l'influence du climat, du sol, de la topographie et des calendriers de rotations des cultures sur les solutions d'irrigation. Téléchargez-le gratuitement sur www.ilri.nl, mais vous devrez acheter le manuel d'utilisation imprimé. Uniquement en anglais.

SALTMOD, Description of Principles and Applications
ILRI Special Report 11, by RJ Oosterbaan & R Kselik, ILRI, 2001. ISBN 90 70754 517. € 14
ILRI, PO Box 45, 6700 AA Wageningen, Pays-Bas
Fax : + 31 317 495590, e-mail : ilri@ilri.nl

Le Service de gestion et de développement des ressources en eau de la FAO a mis au point des outils en anglais et en français sur les systèmes d'information à propos des pénuries en eau. Le programme Cropwat calcule l'évapotranspiration ainsi que les besoins en eau et en irrigation des cultures. La base de données climatiques associées Climwat propose des données provenant de 144 pays. Site web : www.fao.org/ag/agl/aglw/wdeci.htm

Téléchargez l'atlas du climat de l'Institut international de gestion de l'eau, en ligne sur www.iwmi.org; il vous donnera des informations précises sur les climats et les taux d'humidité. Le logiciel de l'IWMI Water Accounting for Integrated Water Management propose une carte des ressources en eau, quantités et débits dans un bassin fluvial.

Comment utiliser-vous Spore ? voir p.14

Les savoir-faire féminins se rassemblent...

■ « Gendered Worlds: Gains and Challenges » (« Mondes sexués : Avancées et défis ») est le thème du Congrès des femmes 2002 (Women's Worlds 2002 Congress) qui se tiendra à Kampala du 21 au 26 juillet 2002 (en anglais). Des sessions seront organisées sur l'agriculture, l'environnement et la gestion de l'eau.

📍 Department of Women and Gender Studies
Makerere University
PO Box 7062, Kampala, Uganda
Fax : + 256 41 54 35 39
E-mail :
gendermu@africaonline.co.ug
Site Web : www.makerere.ac.ug/womenstudies

...et se diffusent

■ « Kampala Know How 2002 » sera le thème d'une conférence dans le cadre du congrès mondial des femmes, du 23 au 26 Juillet 2002. Organisé par le réseau d'échange Isis-WICCE, cette conférence améliorera les relations de travail et les flux d'information entre la recherche et les militants.

📍 Isis-WICCE
PO Box 4934, Kampala, Uganda
Fax : + 256 41 543 954
E-mail : isis@starcom.co.ug
Site Web : www.isis.or.ug

Le ricin vaut plus que son huile

■ Un agriculteur tanzanien dynamique, Julius Mwangwale, a observé que la repousse de ricin sur des terres en jachère augmentait le taux d'humidité et de matière organique du sol, et limitait l'envahissement par les mauvaises herbes. Aussi a-t-il expérimenté, avec succès, la culture intercalaire de ricin avec du maïs. Toutefois, il a obtenu ses meilleures récoltes de maïs après deux ans de cultures de ricin seul, puis la culture de maïs sur le terrain défriché. Avec le technicien M V Komba, il partage actuellement cette technique avec d'autres agriculteurs au cours de visites « voir et apprendre ».

📍 M V Komba
ADP Isangati TF
Box 1687, Mbeya, Tanzania
(Groundup, Pelum June 2001)

Fermeté du caoutchouc

■ La production de caoutchouc de la Côte d'Ivoire connaît une croissance annuelle modeste de 7 à 10%. Poursuivant la même tendance depuis cinq ans, ce pays, qui est le plus important producteur africain de caoutchouc, a produit 120 000 t en 2000. La récolte 2001 approche 130 000 t et devrait bénéficier de prix stabilisés autour de 0,50 US\$ le kilo. Bonne nouvelle pour les 7 000 petits planteurs (40 % de la production), comme pour les cinq grands producteurs.

Qui veut du café ?

■ Jusqu'où le cours du café peut-il chuter ? Début septembre 2001, il a atteint un seuil historique à 0,41 US\$ la livre et les médias spécialisés se demandaient pourquoi rien n'était fait pour enrayer cette chute. La baisse a commencé en 1989, quand les États-Unis, qui consomment la moitié des volumes commercialisés, et le Brésil, plus gros producteur mondial, ont décidé de se retirer de l'Accord international sur le café. C'était la suppression de fait du prix minimum garanti, alors fixé à 1,26 US\$ la livre.

La chute libre dure depuis deux ans et n'est pas encore enrayerée. Les agriculteurs ne peuvent plus produire à ces prix. Ils économisent sur les intrants, et même sur le travail de cueillette, alors que la qualité nécessite plusieurs passages afin de ne récolter que des cerises mûres.

L'impact va bien au-delà des plantations de café. Selon le rapport *Bitter Coffee* de l'ONG britannique OXFAM, en mai 2001 : « le revenu des petits producteurs a été anéanti. Environ 20 millions de foyers se consacrent à cette culture, qui est souvent la principale – voire l'unique – source de revenus pour acheter de la nourriture, payer la scolarité des enfants, les frais de santé et les autres dépenses ».

Pourquoi les cours se sont-ils effondrés ? Simple affaire d'offre et de demande. L'offre augmente de 3,6% par an depuis 1996, contre 1,5% pour la demande. Les gros consommateurs d'Amérique du Nord et d'Europe ont ré-exporté leurs stocks sous forme de café grillé et soluble. Le Brésil, le Honduras, la Tanzanie et l'Ouganda ont fortement augmenté leurs productions, mais leurs recettes d'exportation ont baissé.

Le plus grand bouleversement tient à la croissance inexorable du Vietnam, qui a ravi à la Colombie la place de deuxième pays producteur. Grâce à des investissements européens, français en particulier, le Vietnam fournit aujourd'hui 900 000 t, sur une production mondiale de 6 800 000 t, alors que la consommation est de 6 200 000 t.

Le stockage serait une solution, mais le plan lancé en 2000 par l'Association des pays producteurs de café (ACPC) a été un échec, car les surplus ont dépassé les quantités stockées. Au Kenya, les produc-



À se demander si ça vaut la peine de le ramasser.

teurs associés dans les sociétés de café Kamuyu et Othaya attendent pour vendre leur café qu'il atteigne un prix raisonnable, 3 à 5 US\$, mais ils risquent d'attendre longtemps. Le Vietnam, qui n'est pas membre de l'ACPC, a tardivement suggéré de réduire sa production de 30%.

Pour certains, le salut pourrait venir de marchés de niche, fondés sur la haute qualité, le commerce équitable, ou l'agriculture biologique. La Jamaïque réussit ainsi très bien le marketing de son merveilleux Blue Mountain. Les petits producteurs éthiopiens (95% des producteurs de ce pays) reprennent des initiatives de Madagascar et de Tanzanie pour faire certifier biologique leur café ; les prix peuvent y gagner 0,40 US\$ la livre.



Photo FAO

Et puis il y a ce qui ne change pas : l'Arabica du Kenya rapporte toujours cinq fois plus qu'un Robusta de Côte d'Ivoire.

L'ACPC soutient que la seule vraie solution consisterait en une action concertée des producteurs et des consommateurs. Lors de la Conférence mondiale sur le café de mai 2001, qui a frisé la panique, elle a proposé de nouveaux accords (sans prononcer le terme de quotas) : acceptation par les transformateurs de prix plus élevés, approfondissements de marchés de niche, garanties environnementales et sociales pour les producteurs. Un peu de réglementation, finalement.

Trouver sa niche n'est pas si facile

■ En termes de marketing, une « niche » est un espace spécifique – ou un créneau commercial – encore disponible sur le marché économique et qui peut être exploité pour vendre un produit ou un service. Une niche, ce peut être les marchés des diasporas, le commerce de produits biologiques, le commerce équitable. Les producteurs agricoles ACP sont en permanence à la recherche de niches, notamment dans ces domaines. Mais elles ne sont pas toujours aussi prometteuses qu'elles paraissent.

En réalité, ces niches sont souvent très étroites. C'est la conclusion d'une réunion d'experts sur « les modes d'amélioration de la production et des capacités de exportation des pays en développement en agriculture et production

alimentaire, incluant les produits de niche et les produits préservant l'environnement », organisée par l'UNCTAD (l'Organisation des Nations unies pour le commerce) en juillet à Genève (Suisse).

Cette rencontre a montré que le marché d'exportation des fruits et légumes biologiques, sur lequel beaucoup se précipitent, ne représente en fait que 1 % ou 2 % de la demande mondiale. Les experts ont toutefois estimé que cela valait la peine d'essayer, surtout si les producteurs veulent conquérir les marchés nationaux, si l'on peut harmoniser les normes et si les bailleurs de fonds peuvent soutenir les producteurs pendant la période de transition. Cela fait beaucoup de « si » pour une petite niche.

La Zambie, un pays de « miel »

■ Ah ! Le miel ! Samson en prenait pour maintenir sa force. Le miel était troqué contre de la soie le long des routes vers Samarcande, il y a sept siècles. Les Grecs anciens et les Romains en faisaient des philtres d'amour. Le miel et les autres produits de la ruche ont toujours ces vertus et bien d'autres aujourd'hui. Avec la cire d'abeille, on fait des cosmétiques, des médicaments, du cirage, des bougies, des batiks. Le propolis, cette matière douceâtre et résineuse que les abeilles utilisent pour construire leurs ruches, sert à fabriquer des antibiotiques.

La Zambie et d'autres pays d'Afrique australe pourraient être des pays « de miel ». En effet, de larges zones présentent les conditions idéales pour l'apiculture : de l'eau en suffisance et des arbres à fleurs.

En Zambie, environ 6 000 apiculteurs produisent annuellement plus de 600 tonnes de miel récolté et 100 tonnes de cire. L'essentiel du miel – 90 % – est consommé localement. La production du miel se trouve surtout dans les provinces du Nord et de l'Ouest et le programme provincial d'action forestière espère que les ventes vont se développer dans un avenir proche.

Le miel zambien est déjà vendu en Angleterre comme miel biolo-

gique de forêt avec un certificat attestant sa valeur écologique et, plus largement, à travers la chaîne des Body Shops (voir *Spore* 88). Aux États-Unis, un mélange de miels zambien et tanzanien est largement commercialisé dans des boutiques de produits naturels, avec un arôme de « lapsang-souchong » à la mode.

L'intérêt croissant pour les miels africains arrive à un moment où de nombreuses communautés rurales et petits producteurs commencent à apprécier le rôle que les abeilles jouent dans la nature et comme

source de revenus. Autour de Kitwe, l'Association d'éducation des travailleurs encourage ses membres – souvent des fonctionnaires contraints à une activité supplémentaire par l'ajustement structurel – à adopter l'apiculture.

Le Kaloko Trust, basé à Masaiti Boma, a déjà formé environ 60 groupes de petits producteurs et a constitué des ruchers dans la zone de Malembeka dans la province du Copperbelt.

☞ Kaloko Trust,
c/o Luansobe Community Projects,
Box 7137, Ndola,
Zambie
E-mail: kaloko@zamnet.zm

L'évaluation est une attitude

■ Le « développement des capacités » étant désormais au cœur des priorités de nombreuses organisations, le besoin d'une évaluation appropriée et continue est de plus en plus largement reconnu. C'est un secteur sensible, qui engage personnellement les gens et produit des jugements sur leur travail et leurs résultats. Il requiert donc une information sûre.

Depuis début 2000, cinq organisations (Le service international pour la recherche agricole nationale, le CRDI, les coopéra-

tions suisse et néerlandaise et le CTA) ont travaillé sur un programme conjoint pour affiner les techniques d'évaluation pour le développement des capacités, à partir d'études de cas au Bangladesh, à Cuba, en Guyana, aux Philippines et au Vietnam. Leur atelier d'évaluation à mi-parcours, qui s'est tenu au CTA en juillet 2001, a jeté les bases d'un livre, d'une boîte à outils, d'une conférence et d'un site Web, pour rendre l'information plus largement accessible.

Participez à Johannesburg 2002

■ Le Sommet mondial sur le développement durable (ou Rio + 10) rassemblera du 2 au 11 septembre 2002 à Johannesburg, Afrique du Sud, les gouvernements, les citoyens, les agences des NU, les organismes financiers et d'autres acteurs majeurs pour évaluer les changements réalisés depuis l'historique « Sommet de la Terre » de Rio en 1992. Bien des points de l'« Agenda 21 » concernent l'agriculture et le développement rural. Les organisateurs comptent sur la participation active de groupes comme les organisations des lecteurs de *Spore*. Cet événement ouvert permettra un dialogue authentique, mais nécessite l'accréditation de votre organisation avant avril 2002 au plus tard.

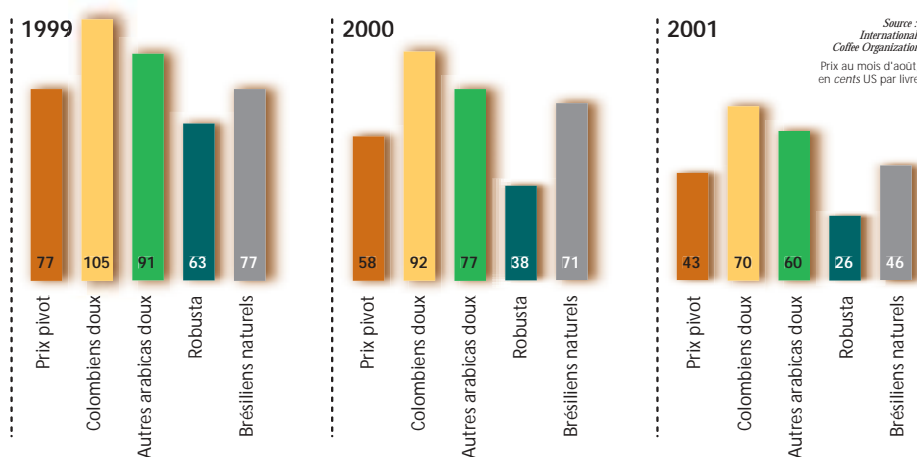
☞ UN Johannesburg Summit
Secretariat
Major Groups Relationships
2 United Nations Plaza, 22nd Floor
New York NY 10017, USA
Fax : + 1 917 367 2341/2
Site Web :
www.johannesburgsummit.org

Dialogue animé

■ Le réseau FANRPAN a pris des mesures pour améliorer ses performances. C'est ce qu'on peut lire dans son bulletin bimestriel *Dialogue* de juillet 2001, désormais disponible sur papier et sur le web. Ce Réseau d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et des ressources naturelles pour l'Afrique australe (Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network for Southern Africa) est devenu opérationnel en 1999. Ses activités se sont intensifiées après la deuxième rencontre des partenaires à Harare, Zimbabwe, en mai 2001. Huit partenaires nationaux, ainsi que des représentants de l'USAID, de SADC-Hub et du CTA y ont décidé de se concentrer sur les questions de commercialisation agricole.

☞ FANRPAN, PO Box CY2765,
Causeway, Zimbabwe
E-mail : mhungwe@fanrpan.org
Site web : www.fanrpan.org

Moyenne mensuelle des prix du café



■ Alors que les prix diffèrent en fonction des variétés, la tendance générale est à une chute sévère, les variétés robusta étant les plus affectées. Le prix composite est une moyenne des moyennes.

Les pays producteurs de colombien doux (13 % de la production mondiale en 2001) sont

la Colombie, le Kenya et la Tanzanie.

Les pays producteurs d'arabica doux (29 %) comprennent le Burundi, la République dominicaine, la Jamaïque, la Papouasie Nouvelle-Guinée, le Rwanda et le Zimbabwe.

Les pays producteurs de robusta (34 %) incluent l'Angola, le

Cameroun, la République centrafricaine, le Gabon, Madagascar, l'Ouganda et le Vietnam. La Côte d'Ivoire est le plus gros producteur ACP de robusta : 15 % de la production mondiale.

Les pays producteurs de brésilien naturel (23 %) sont le Brésil, le Paraguay et l'Éthiopie.

*1 cent US = 0,10 euros.

Du zinc pour la mère et l'enfant

■ Un rapport publié en juin 2001 à la suite d'un atelier tenu à Wageningen, Pays-Bas, conclut que l'on devrait encourager les femmes enceintes à consommer du riz enrichi en zinc. Cet apport de zinc améliorerait la résistance des bébés aux infections périnatales. Ce riz enrichi, qui fait partie de la nouvelle vague des « aliments fonctionnels », offre une solution simple. L'atelier a souligné que cette méthode est préférable à l'ajout de zinc dans l'alimentation des nouveau-nés. En effet, ceux-ci ne possèdent pas les enzymes nécessaires à l'assimilation du zinc.

Prix pour les femmes rurales

■ Sept des 31 femmes récompensées en 2001 du Prix mondial pour la créativité des femmes dans le monde rural travaillent en Afrique. Les prix doivent être annoncés le 15 octobre 2001, Journée mondiale des femmes rurales. Parmi les lauréats, Joyce Vida Donkor du Ghana, pour la promotion de l'apiculture comme activité économique durable, et Robertine Dembette du Tchad pour la mobilisation des femmes sous la devise « Les femmes responsables » dans les domaines de la préservation des semences, de la cueillette de ressources sauvages et de la conscience environnementale.

Détails sur le prix et les conditions de nomination pour 2002 (avant mars 2002):

☞ *Women's World Summit Foundation,*
PO Box 2001, 1211 Geneva, Switzerland
Fax : + 41 22 738 82 48
E-mail : prize@vtxnet.ch
Site Web : www.woman.ch

Usages des eaux

■ La Conférence *Environmental Flows for River Systems* qui se tiendra au Cap, Afrique du Sud, du 3 au 8 mars 2002 aura pour thèmes l'utilisation durable de tous les éléments des systèmes fluviaux.

☞ *Southern Waters Ecological Research and Consulting (Pty) Ltd.*
PO Box 13280, Mowbray 7705 South Africa
Fax : + 27 21 68 54 630
E-mail : conference2002@southernwaters.co.za
Site web : www.southernwaters.co.za/conference/

Conservier les forêts du Liberia

■ À quel point les forêts du Liberia ont-elles souffert lors des récents conflits ? Cela sera évalué par la Commission nationale de l'environnement (National Environmental Commission, NECOLIB). Financée pour près de 1 million € par l'Union européenne, NECOLIB définira un programme de conservation à long terme avec l'appui de deux partenaires basés aux États-Unis, Conservation International et Fauna and Flora International.

Des femmes créent une usine

■ En mai 2001, le groupement féminin GIEFAN a ouvert une unité de transformation du manioc destinée à produire du tapioca, de la féculé, de la farine et des bâtons de manioc à Ngoumou, dans une région productrice de manioc proche de Yaoundé, Cameroun. Les femmes ont financé seules près de la moitié de l'investissement initial de 61 000 €, le reste venant de l'Union européenne via le PNUD.

Une forêt de bonnes résolutions



C'est la forêt que l'on vend dans ces sacs.

■ « Notre pays perd chaque année 1 % de sa forêt sèche, soit 100 000 hectares » a déclaré le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Bénin en ouvrant l'atelier international sur la « Gestion intégrée des forêts naturelles dans les zones sèches d'Afrique de l'Ouest » tenu à Parakou, au Bénin, du 25 au 29 juin 2001.

Des pertes aussi rapides ne sont pas rares en Afrique de l'Ouest, alors même que les ressources des États sont en diminution. Aussi les spécialistes des forêts se tournent-ils de plus en plus vers les communautés rurales. Les forêts sont de plus en plus exploitées pour diverses raisons: pression démographique, recherche de produits non

ligneux comme les fruits, le miel et les huiles essentielles, besoins croissants en charbon de bois et bois de chauffage, chasse à la viande de brousse... Cette exploitation augmente les risques d'érosion et de feux de brousses.

On plaide souvent, dans ce genre de réunion, pour la responsabilisation des communautés. Ce séminaire est allé plus loin. Le travail de terrain constituait une partie importante du programme, avec des débats remarquablement animés autour de la question de la participation des chercheurs aux activités villageoises. Les mesures suivantes ont été envisagées, puis adoptées parmi les recommandations finales : améliorer les techniques de stockage des graines conte-

Le retour des foires agricoles

■ Au Malawi comme ailleurs, les agriculteurs apprécient beaucoup les foires agricoles. En perte de vitesse dans les années 90, ces foires sont relancées aujourd'hui dans le district de Mulanje, au sud du pays, par les agriculteurs eux-mêmes. Leur objectif : en faire des forums d'échanges et de réflexions sur les méthodes agricoles modernes.

C'est pour eux l'occasion de présenter leurs plus beaux produits, dont le maïs – principal produit de base du pays –, le manioc, les haricots, les bananes, les citrouilles et les patates douces. Les plus beaux animaux d'élevage sont également exposés. De plus, comme dans toute foire agricole qui se respecte, les pro-

ducteurs échangent leurs semences, leurs productions, leurs traditions, leur savoir-faire et leurs expériences.

Paradoxalement, certains observateurs ont noté que le district de Mulanje subit actuellement une grave pénurie alimentaire, notamment parce que beaucoup de petits producteurs manquent de terres, n'ont pas accès aux intrants et ne peuvent cultiver dans de bonnes conditions. La bonne qualité des produits agricoles et d'élevage exposés dans les foires agricoles témoigne bien du potentiel réel de la région. Il faut espérer que la renaissance des foires permette à l'agriculture locale de décoller et de s'améliorer.

nant des huiles essentielles périssables, raccourcir la période de croissance de ces plantes, mettre au point des outils manuels plus adaptés, échanger les données de la recherche au sein de la région, programmer au mieux des feux contrôlés, mieux répartir les points d'abreuvement du bétail.

La productivité du séminaire est à la hauteur de la participation importante : 81 participants de 8 pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique du Sud, du Bénélux et de la France, 66 exposés et 400 questions débattues.

Cet atelier a été rendu possible par la population et les autorités de Borgou et d'Alibori, l'Université nationale du Bénin, les coopérations française, allemande et suédoise, ainsi que le CTA.

Pièges à sable

■ Le piège à sable de Hartley pourrait bien résoudre le problème de l'ensablement des filtres et des tuyaux d'irrigation. Mise au point et brevetée par Tim Hartley, cette invention gagne à être connue par tout agriculteur ou groupement de paysans concernés par l'irrigation. Elle aide en effet à éliminer le sable d'un trou de sonde creusé dans un puits ou dans une rivière.

L'eau sablonneuse entre au fond du piège sous une pression pouvant atteindre 10 bars et l'eau propre sort par-dessus, sous la même pression. Le sable se dépose plus vite que l'eau ne monte et ne peut donc pas atteindre la sortie : seule l'eau propre y parvient. Le sable accumulé peut être périodiquement éliminé par la valve d'évacuation. Le débit maximum du piège est de 4 000 litres/heure. Pour un plus grand débit, plusieurs pièges à sable doivent être installés. L'appareil coûte 980 Rands sud-africains (122,90 €) hors transport.

☞ *Oasis Irrigation*
PO Box 30250
Tokai 7966,
Cape Town,
Afrique du Sud
Fax : + 27 21 715 80 08
E-mail : oasisirrigation@africa.com

Les piquets dans la boue : ça marche !

■ Ça ressemble à une défense contre les maraudeurs, mais c'est seulement une façon d'améliorer le rendement de votre mare à poisson. Vous n'avez qu'à placer des rangées de piquets de bambou à 50 centimètres d'intervalle. Ils formeront un terrain de reproduction pour les périphytons (algues, bactéries, planctons et autres organismes), excellents pour le développement des poissons. Cela permet de réduire les coûts de la nourriture des poissons, toujours lourds pour les aquaculteurs.



Photo: Fish Culture and Fisheries Group, WIJRC

Les poissons mangent tout ce qui s'accroche aux piquets.

Dans un projet conjoint en Asie du Sud, des chercheurs des universités de Mangalore (Inde), Mymensing (Bangladesh), Stirling (Ecosse) et Wageningen (Pays-Bas) ont consacré trois années à étudier, expérimenter et standardiser cette technique. Elle est utilisée par quelques pêcheurs en pleine mer, notamment dans les lagons de Côte d'Ivoire ou du Bénin ou en rivières, en Asie. Ses résultats varient selon le type de poisson. Dans les essais, la carpe indienne et le tilapia ont bien marché avec des rendements en hausse de 70 à 80 %.

D'autres matériaux peuvent être utilisés comme substrats, à la place du bambou. Les chercheurs ont expérimenté la canne à sucre, les tuyaux en PCV et les tiges de jute. Tous ont permis des améliorations de rendement mais aucun ne vaut le bambou. Le bambou peut être réutilisé trois ou quatre fois. Évitez d'utiliser du matériel qui pourrait car cela peut affecter la production de poisson. Avantage supplémentaire de la méthode des piquets : ils découragent le braconnage, car ils empêchent d'at-

traper beaucoup de poissons d'un seul coup. Ceci vaut aussi pour les aquaculteurs, qui ne pourront pas pêcher de petites quantités, mais auront plutôt intérêt à enlever tous les piquets et récolter tous les poissons en une seule fois.

Fish Culture and Fisheries Group
Department of Animal Sciences
Wageningen University
PO Box 338
6700 AH Wageningen
Pays Bas
Fax : + 31 317 483 937
Email: ekram.azim@alg.venv.wau.nl

Chapeau, le gâteau !



■ Vous ne saviez pas que l'on cuit autant de gâteaux à la Barbade ? Pourtant, croyez-nous, ils sont presque devenus le symbole national de cette île dynamique des Caraïbes. Pratiquement tous les visiteurs de la Caribbean Expo de Londres, en Grande-Bretagne, du 27 au 29 juillet dernier, se rappellent plus ce gâteau de la Barbade que n'importe quoi d'autre.



Photo: E. Heijmans

Vous voulez vendre ?
Faites-vous remarquer !

toutes les Caraïbes, mais aussi des pays d'Afrique de l'Ouest, comme le Nigeria qui célèbre ses liens historiques avec les Caraïbes.

La Barbade était un des pays tenant un pavillon à cette exposition commerciale. Sous la devise « dix-sept nations, une destination », il y avait là presque

La plupart des exposants étaient des horticulteurs ainsi que de petites entreprises de

transformation alimentaire proposant les épices, thés, sauces, condiments et gâteaux au rhum qui font la réputation de cette région. Avec un grand souci de présentation et d'emballage, ces entreprises visent clairement les marchés européens de qualité, et d'abord ceux des îles britanniques. Vingt-six participations ont été soutenues par le CTA et son homologue, le Centre pour le développement de l'entreprise (CDE), basé à Bruxelles (Belgique). Beaucoup ont fait remarquer que la Grande-Bretagne, avec sa forte diaspora originaire des Caraïbes, est un marché facile, mais qu'il sera plus difficile d'attaquer les marchés du continent. C'est un petit pâtissier, Baker's Choice, qui a donné la recette : ciblez votre marché, prévoyez un superbe emballage, séduisez les consommateurs, ils parleront de vous dans le monde entier et vous aurez du travail jour et nuit.

Femmes, crédits et ordinateurs

■ C'est pour la mise en place de micro-crédits destinés à financer des ordinateurs et des abonnements au courrier électronique pour des femmes rurales que le Centre d'apprentissage de la Communauté Bayanloc de la Fondation Fantsuam a obtenu le premier Prix Hafkin pour la communication en Afrique attribué par l'APC. Le prix a été décerné en août 2001. D'une valeur de 7500 US\$, ce prix annuel récompense les initiatives féminines utilisant les TIC en Afrique. Il a été créé en l'honneur de Nancy Hafkin, dont beaucoup de lecteurs de *Spore* connaissent les efforts infatigables pour l'adaptation et l'adoption des TIC.

Vous pouvez envoyer les nominations pour le prix 2002 (avant juin 2002), sous forme de message et non comme fichier attaché, à l'adresse mél suivante: hafkin-prix@apc.org

Site web : www.apc.org/english/hafkin/

Biologiquement vôtre

■ Les îles Cook se préparent à attaquer le marché des fruits biologiques du Pacifique, en particulier la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Les cahiers des charges et les procédures de certification sont en place et la production de Noni (*Morinda citrifolia*) a démarré ; d'autres fruits suivront. L'Association des îles Cook pour l'agriculture biologique (Cook Islands Organic Association, CIOA) entend que toute la production fruitière des îles soit bio d'ici la fin de 2002, avec l'appui de l'agence de développement de la Nouvelle-Zélande et de la compagnie Bioglobal. Les fruits constituent la troisième recette d'exportation après le poisson et le tourisme, mais une partie sera vendue localement aux hôtels et restaurants.

Les arachides aiment les champignons

■ Progrès en vue pour l'arachide (*Arachis hypogea*) au Mozambique, une culture importante qui a beaucoup souffert des périodes de sécheresse ces dernières années. Orlando Quilambo, biologiste et directeur des recherches scientifiques de l'Université Eduardo Mondlane de Maputo, a découvert une variété locale à petites graines plus productive en milieu aride. De même que l'inoculation avec le rhizobium améliore la fixation d'azote, il confirme que l'inoculation avec des champignons mycorhiziens à arbuscules améliore la résistance de cette variété à la sécheresse.

E-mail : quilambo@zebra.uem.mz

Services questions-réponses

À votre service, Madame, (Monsieur) !

Comment empêcher l'apparition de tâches noires sur les tranches de mangues passées au séchoir solaire ? Comment rédiger un plan marketing pour notre coopérative de mise en conserve des poissons ? Comment obtenir une accréditation de norme biologique ? Qui peut financer la formation en relations publiques qui nous rendra plus performants dans la nouvelle politique de dialogue à la Conférence des Nations unies de l'an prochain ?

Chaque année une multitude de questions comme celles-ci sont posées à qui veut bien les entendre par les communautés rurales, les entreprises agricoles et des spécia-

listes. Agriculteurs, transformateurs, groupes de femmes, vulgarisateurs, exportateurs, chercheurs, décideurs, pratiquement tous les lecteurs de *Spore*, posent ce genre de questions de temps en temps.

Nous savons ce que vous voulez

Ce que les gens veulent savoir, c'est à qui adresser leurs questions. Si vous savez qui détient la réponse, vous n'êtes pas loin de la connaître vous-même ! Le plus souvent, le moyen le plus simple pour trouver, rapidement et efficacement, c'est de vous adresser à un service questions-réponses (SQR).

L'ancien SQR du CTA a été une des premières activités du Centre.

Elle a démarré en 1985. Depuis 1997, le CTA a soutenu la mise en place de services décentralisés en partenariat avec des organisations des pays ACP. Aujourd'hui, ils se transforment progressivement en un réseau de services. Avec plus de 10 000 usagers par an, le réseau soutenu par le CTA est un des plus grands services sur mesure spécialisé en information agricole.

Obtenez ce que vous cherchez

Obtenir la meilleure réponse d'un SQR dépend d'abord et avant tout de la qualité de votre question. Les SQR sont gérés par des équipes dévouées qui ont accès à de nombreux spécialistes par secteur et sur-

tout à une documentation complète. Ils sont souvent plus habitués à aider des chercheurs et bien que le personnel soit désormais formé pour mieux appréhender les demandes des paysans et communautés rurales, ils continuent parfois à donner des informations théoriques et peu pratiques. Mais, l'usager, c'est vous. Vous devez prendre l'initiative ! Si vous formulez vos questions avec précision, vous éviterez que les spécialistes du centre interprètent mal vos besoins.

Allez-y dès maintenant ! Ils attendent votre visite. Vous avez tant de choses à demander et rien à perdre ! Mais attention : il vous en coûtera peut-être un tout petit peu. La plupart des centres font en effet payer les photocopies et parfois de petits honoraires. Raison de plus pour expliquer précisément ce que vous voulez.

Derrière le comptoir des SQR

L'expérience du réseau SQR du CTA a été capitalisée dans ce manuel.



En neuf chapitres, ce manuel vous apprend ce qu'est un SQR et comment cerner les besoins des usagers. La recherche des informations, la gestion interne, l'organisation, la publicité, la promotion, le contrôle de qualité sont également abordés. Le manuel explique même brièvement comment s'organiser avec méthode en réseau, mais il manque de simplicité – la bonne vieille touche d'humanité qui doit permettre aux opérateurs des SQR de s'adapter aux besoins et aux circonstances locales.

C'est un solide outil de travail qui propose un panorama du fonctionnement d'un SQR et permet donc de comprendre comment il approche les usagers.

Manuel de gestion des services questions-réponses.
CTA, 2001. 144 pages.
ISBN 92 9081 2451
N° CTA 1044.
20 unités de crédit.

QAS par région

Si votre pays n'est pas mentionné, et au cas rare où un SQR dans un pays proche ne pourrait pas vous aider, adressez-vous au CTA.

Afrique australe

Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

Point focal régional :

Programme for Agricultural Information Services (PRAIS)
Library and Information Services
University of the Orange Free State
PO Box 301 Bloemfontein
9300 Afrique du Sud
Fax : + 27 51 448 0692 / 430 6423
E-mail : agric@hbib.uovs.ac.za

Afrique de l'Est

Ethiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie

Point focal régional :

Agricultural Information for Development of Eastern Africa (AGRIDEA)
Agricultural Research Information Service
PO Box 11098
Kampala, Ouganda
Fax : + 256 41 566049
E-mail : aris@imul.com

Librarian, Headquarters Library
Ethiopian Agricultural Research Organisation
PO Box 2003
Addis Ababa
Fax : + 251 1 611222
E-mail : iar@telecom.net.et

Information and Documentation Service
Kenya Agricultural Research Institute
PO Box 57811 Nairobi
Kenya
Fax : + 254 2 583344
E-mail : resource.centre@kari.org

Information and Documentation Unit
Division of Research and Development
PO Box 2066, Dar-es-Salaam
Tanzanie
Fax : + 255 22 2865312
E-mail : drd@ud.co.tz

Sokoine National Agricultural Library
PO Box 3022, Morogoro, Tanzanie
Fax : + 255 23 2604629 / 2604562
E-mail : Library@suanet.ac.tz

Océan Indien

Comores, Djibouti, Maurice, Madagascar, Seychelles

Points focaux régionaux :

Food and Agricultural Research Council (FARC)
Réduit, Maurice
Fax : + 230 454 7026
E-mail : farc@intnet.mu

Mauritius Sugar Industry Research Institute (MSIRI)
Réduit, Maurice
Fax : + 230 4541971
E-mail : m.s.i.r.i.@msiri.intnet.mu

Centre d'information et de documentation scientifique (CIDST)
BP 6224
101 Antananarivo, Madagascar
Fax : + 261 20 22 24919
E-mail : cidst@bow.dts.mg

Afrique de l'Ouest

Faculté des Sciences agronomiques
Université des Sciences agronomiques
Bibliothèque (BIDOC)
BP 526
Cotonou, Bénin
Fax : + 229 301638 / 300938
E-mail : bbidoc@hotmail.com

Centre national de Recherche agronomique (CNRA)
BP 1746
Abidjan, Côte d'Ivoire
Fax : + 225 45 3305
E-mail : cnra@africaonline.co.ci

Ghana Agricultural Information Service
PO Box M.32
Accra
Ghana
Fax : + 233 21 779809 / 777655
E-mail : Insti@ghana.com ou jsam@workmail.com

Nigerian Agricultural Question and Answer Service
c/o NAERLS Ahmadu Bello University
PMB 1067, Samaru, Zaria
Nigeria
Fax : + 234 69 552198 or 550563
E-mail : naqasabu@hotmail.com

Afrique centrale

Service d'appui aux initiatives locales de développement
BP 11955
Yaounde
Cameroun
Fax : + 237 225162
E-mail : saild@camnet.cm

Tchad

Centre national d'appui à la Recherche
BP 1228
N'Djamena
Tchad
Fax : + 235 523214
E-mail : cnar@bow.intnet.td ou cnaruser@sndtcd.undp.org

Caraiibes

Trinité & Tobago, Jamaïque et Ste Lucie

Point focal régional :

Caribbean Agricultural Research & Development Institute (CARDI)
UWI Campus, St Augustine
Trinité & Tobago
Fax : + 868 645 1208
E-mail : ic@cardi.org

Pacifique

Department of Agriculture and Livestock
PO Box 417
Konedobu
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Fax : + 675 321 1387

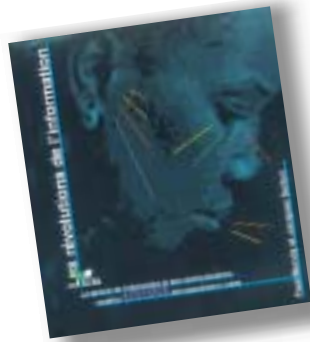
Publications

L'information, c'est le pouvoir, n'est-ce pas ?

Prenez ce livre en main ou, si vous êtes branché sur l'Internet, cliquez sur l'édition électronique. Vous le sentirez palpiter. Vous ne le quitterez pas facilement : avec ses pages colorées et ses textes pleins de vie, il est aussi passionnant que passionné. Près de 40 exemples montrent comment des projets d'information aident des populations rurales des pays ACP à transformer leur vie.

C'est un ouvrage qui va mobiliser vos sens. Ce sera une dramatique radiodiffusée dont l'intrigue stimulera votre imagination, la voix de fond d'un commentateur qui explique des images télévisées, le froissement de journaux désaltérant la soif de savoir, le brouhaha d'un groupe de discussion villageois qui apporte harmonie et émancipation, la satisfaction d'un groupement paysan qui peut faire de meilleures affaires maintenant qu'il est au courant des prix du jour.

Vous allez souhaiter que l'information soit plus souvent présentée ainsi, comme une voix qui raconte et touche. Vous serez sti-



mulé et inspiré. Les auteurs nous démontrent que l'information est un élément fondamental des relations humaines, et donc du développement. Ils nous racontent comment les communautés locales parviennent à améliorer leur vie et leurs moyens de subsistance, à établir autour de nouvelles priorités de nouveaux partenariats avec la recherche et le développement, à s'informer et à informer les autres. Tout cela grâce à des actions d'alphabétisation, des journaux, la radio et la télévision, des télécentres, des services d'information sur le marché, l'Internet, la messagerie électronique et autres médias.

Ils appellent cela les « révolutions de l'information ». Après chaque révolution vient le temps du bilan, et ce sera pareil avec l'information. Il faudra bien se demander qui contrôle les médias et leur contenu. Il faudra aussi persuader ceux qui raisonnent en termes de coûts et de profits que l'information peut être un bon placement. Mais soyons déjà reconnaissants de cet hommage à l'information, qui prouve qu'elle n'est pas seulement une marchandise, pas seulement des bits et des octets, mais d'abord et surtout de l'énergie.

Branchez-vous sur l'énergie, lisez ce livre !

Les révolutions de l'information : comment la gestion de l'information et de la communication modifie l'existence des populations rurales
Par P Mundy & J Sultan. CTA, 2001
241 pp. ISBN 92 9081 2397
N° CTA 1038.
40 unités de crédit

Cette publication peut aussi être téléchargée gratuitement (format pdf), en chapitres ou en entier (1,9 Mb) du site web du CTA : www.agricta.org/pubs/inforev/indexfr.htm

Également disponible en anglais.

Intrants organiques



En Afrique de l'Ouest, conserver la fertilité des sols est un grand défi pour l'agriculture, étant donné que l'accès aux engrais chimiques est limité pour des raisons économiques. Le PNUD a calculé que les céréales et les tubercules extraient du sol six fois plus de minéraux que les engrais n'en restituent, et c'est sans compter les pertes par

lessivage et par érosion. Dans ce contexte, il est indispensable de créer des conditions propices à l'utilisation d'intrants organiques si l'on veut garantir une agriculture durable. D'où l'importance de ce livre qui donne une vue cohérente de l'ensemble des travaux de recherche pertinents menés au Sénégal depuis près de cinquante ans. Très utile pour orienter les recherches futures dans ce pays, où l'intérêt pour l'organique est institutionnalisé, ce livre ne manquera pas d'intéresser aussi d'autres chercheurs de la région et même au-delà.

Gestion et transformation de la matière organique : synthèse des travaux de recherches menés au Sénégal depuis 1945
CILSS/ CTA/ ISRA, 2000
131 pages
ISBN 0850 2277
N° CTA 1042. 40 unités de crédit

À redécouvrir

Ces trois guides pratiques dispensent de précieux conseils pour la protection des récoltes stockées. Ils intéressent particulièrement les agriculteurs, les agents de la vulgarisation et les techniciens chargés de la protection des végétaux.

Grand capucin du maïs : *Prostephanus truncatus*
Coédition CTA et GASGA, 1996
14 pages
N° CTA 576
5 unités de crédit

Risques et conséquences de la mauvaise utilisation des pesticides pour le traitement des denrées stockées
Coédition CTA et GASGA, 1996
20 pages
N° CTA 790
5 unités de crédit

Les mycotoxines dans les grains
Coédition CTA et GASGA, 1996
14 pages
N° CTA 833
5 unités de crédit

Élargissez votre horizon !

Cette base de données sur cédérom, qui regroupe 4 000 centres d'information agricole, est techniquement correcte et facile à utiliser, bien que son manuel recense curieusement des exemples non agricoles provenant d'autres bases de données. Elle rassemble essentiellement les centres nord-américains et européens et ne propose que quelques modestes services pour les pays en développement – fournis principalement par des institutions anciennes et liées au Nord. Pourquoi ? Peut-être parce que les rédacteurs n'ont pas regardé plus loin que leur propre horizon, ou parce qu'ils n'ont pas obtenu suffisamment de réponses à leurs investigations.

Les données consistent dans les adresses des centres, leurs références Internet, les sujets qu'ils abordent, le nombre de documents disponibles et leur effectif. Elles ne donnent pas d'informations plus dynamiques, par exemple sur des réseaux, sur l'appartenance à des groupes thématiques ou sur des titres de bulletins, dans un style pratique comme celui de l'Union internationale des associations. Ce cédérom est en fait le répertoire actualisé d'une version déjà incomplète datant de 1995, plutôt qu'une nouvelle édition.

Domage ! Nous avons comparé cette base de données avec un simple numéro de *Spore*. Sur les onze centres d'information agricole mentionnés dans notre numéro 80, le cédérom n'en cite que deux, exclusivement européens ! C'est peut-être mieux que rien, mais c'est tout de même un peu frustrant. Espérons que pour la prochaine édition, les rédacteurs parviendront à recueillir plus d'informations, en particulier sur les services des pays ACP qui se sont établis ces dernières années.

Agricultural information resource centers – A world directory 2000 (cédérom). IAALD, National Information Services Corporation, États-Unis, 2000
N° CTA 1040
80 unités de crédit

Actualisation de la boîte à outils de l'éditeur

Le très intéressant catalogue de moyens d'information et de formation pour les éditeurs et les libraires est maintenant disponible en ligne, au format pdf, dans son édition 2001-2002. Il décrit pas moins de 200 livres, bulletins d'information, journaux et brochures sur tous les aspects du métier et indique comment se les procurer aux éditions ITDG.

Site Web : www.bookaid.org/resources/pubcat/pubf.htm

Bio en ligne

■ Les éditions CABI ont lancé un nouveau site Web consacré à l'agriculture bio en mai 2001, avec plus de 100 000 résumés de recherche biologique, articles, actualités et livres. Une partie de l'information, comme les titres des articles, les offres d'emploi, la législation et les offres de formation, est accessible gratuitement. La base de données proprement dite, le texte intégral des articles de recherche et des actualités sont disponibles uniquement sur abonnement. (275 GBP par an pour les organisations et 75 GBP par an pour les particuliers).

Site Web : www.organic-research.com

SOFA 2001

■ Ce rapport annuel aborde notamment les négociations multilatérales de l'OMC sur le commerce des produits agricoles et l'impact économique des ravageurs des plantes et des maladies animales transfrontalières. La situation agricole des principales régions y est analysée et quelques pays – Éthiopie, Vietnam et Haïti – y sont particulièrement examinés. On y trouve aussi les séries habituelles de données chronologiques pour 150 pays ainsi que le logiciel FAOSTAT TS qui facilite l'accès aux informations.

Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture
Rome, 2001
322 pages + cédérom
ISBN 92 5 104600 X
Prix : 49 US\$ / 53,75 €
FAO
Viale delle Terme di Caracalla,
00100 Rome,
Italy
Fax : + 39 06 57 05 33 60
E-mail : publications-sales@fao.org

Collage

■ Actes d'une rencontre (juin 2000) sur le collage des fibres de coton. Cette rencontre a permis de quantifier pour la première fois les problèmes rencontrés au stade de la filature et de présenter des solutions possibles, comme le classement des balles produites en fonction des niveaux de collage.

Mesure du collage des fibres de coton et moyens de lutte
J.P. Gourlot, R. Frydrych (éditeurs), Cirad, 2001
148 pages
ISBN 2 87614 444 1
Prix : 21,35 €
La Librairie du Cirad
TA 283/04 - Avenue Agropolis
34398 Montpellier Cedex 5
France
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr
Site Web : www.cirad.fr

De quoi nos lendemains seront-ils faits ?

■ Pour les pays ACP, comme pour tout le monde sur la planète, l'avenir est plein d'incertitudes. Il est rempli des espoirs, des peurs, des promesses et des dangers que nous avons choisi d'y mettre.

En termes d'agriculture, pouvons-nous prévoir ce que donnera notre prochaine récolte, quels produits nous cultiverons et vendrons dans dix ans, ou encore quel sera l'état de l'agriculture en 2020 ? Oui, mais en partie seulement.

Dans le secteur agricole comme dans d'autres, de plus en plus de gens et d'institutions s'efforcent de mettre au point des modèles et d'améliorer les compétences pour toujours mieux prévoir les lendemains.

Ce guide est le produit d'un projet du PNUD, *Futurs africains*. Alioune Sall, son coordinateur, nous rappelle qu'il s'agit seulement d'une des huit mille réflexions sur le futur que la communauté internationale a produites au cours des dix dernières années !



Ce guide est toutefois plus utile que beaucoup d'autres. Au-delà de son apparente abstraction, il nous conduit, dans un langage assez simple, à travers les éléments de base des réflexions prospectives, les acteurs, les problèmes d'organisation et de formation, la construction d'un système de base, l'élaboration de scénarios et d'hypothèses et – finalement – les stratégies nécessaires pour concrétiser les projets que nous avons forgés, quels qu'ils soient.

Le véritable atout de cette approche est qu'elle peut s'appliquer à toutes sortes de situations et de niveaux. À tous ceux qui disposent d'une compétence de base en analyse et en planification, ce guide offre des outils élémentaires pour analyser un problème, en décomposer les perspectives en petites unités gérables et construire méticuleusement les scénarios du futur. L'astuce, c'est de ne pas croire aveuglément à tout ce que ce livre vous aura aidé à prévoir. Ajoutez-y la sagesse de l'expérience et l'humilité de l'espèce humaine, assumez vos doutes et vous aurez une idée utile, quoique incomplète de ce que l'avenir pourrait vous réserver.

Un guide pour les réflexions prospectives en Afrique
A Sall (coord.), *Futurs africains, Karthala et Futuribles*, 2001
133 pages
ISBN 2 84586 152 4
Prix : 12,25 €
Éditions Karthala
22 - 24 boulevard Arago
75013 Paris, France
E-mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

Les rondes de la vie



■ Selon l'approche que l'on adopte, l'agriculture peut s'orienter vers des pratiques de plus en plus artificielles ou au contraire se rapprocher des processus naturels. Autrement dit, nous interroge l'auteur de cet ouvrage, l'agriculture est-elle l'objet ou l'outil du développement ? Évitant le concept de sous-développement, Henri de France nous conduit plutôt vers les notions d'équilibre et de rupture d'équilibre, en soulignant que les solutions sont quelquefois plus compliquées que les

problèmes. « Certes, un des principaux obstacles du développement agricole réside dans l'étroitesse du marché, mais cela ne signifie pas pour autant qu'une urbanisation accélérée soit nécessairement bonne pour l'expansion de l'agriculture. Le développement des infrastructures et la présence d'institutions d'encadrement qui jouent le rôle d'interface entre le marché mondial et les petits producteurs représentent des atouts importants ».

Ces observations et bien d'autres, qui constituent une somme d'arguments quelquefois audacieux, ont été rassemblées dans ce livre dense mais agréable à lire. L'auteur s'est basé sur l'analyse de quarante ans de politiques agricoles en Afrique et sur l'observation d'un certain nombre de cas et d'expériences concrètes, avec les paysans (associations villageoises du Mali), par les paysans (les groupements Naam du Burkina Faso) et sans les paysans (deux cas d'agro-business au Cameroun et au Soudan). Il est un des rares

auteurs qui ose établir le parallèle entre « l'indispensable révision » des politiques agricoles postindépendance en Algérie en 1965, la révolte des paysans de Norfolk en Grande-Bretagne contre les *enclos*, l'incompréhension culturelle entre commerçants européens et indiens d'Amérique en 1700 et les légumes d'importation du Burkina Faso (alors Haute-Volta) en 1970. Tous sont analysés comme des cas de développement agricole.

Précis d'économie agricole pour le développement
H de France. *Karthala*, 2001
328 pages. ISBN 2 84586 158 3
Prix : 24,50 €
Éditions Karthala
22 - 24 boulevard Arago
75013 Paris, France
E-mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Innové, intégré ?

■ La paupérisation en Afrique subsaharienne a-t-elle trouvé une réponse en termes de politiques efficaces ? Beaucoup d'initiatives innovantes ont été prises pour traiter les symptômes ou les causes, mais, s'interroge ce livre, jusqu'à quel point les leçons de ces innovations ont-elles été prises en compte par des politiques plus larges ? Cet ensemble de vingt-trois articles, écrits par trente-six auteurs de pays ACP et de l'UE, analyse d'abord les symptômes des échecs politiques, en particulier dans les secteurs agricole, social et de la planification urbaine : les jeunes adultes acquièrent plus tardivement leur autonomie, le nombre de familles monoparentales augmente, le nombre d'enfants des rues aussi. Le retour des migrants vers leur région d'origine s'intensifie, comme les échanges non monétaires entre villes et campagnes.



Cette collection brosse un portrait composite d'un continent à la recherche de la sécurité agricole et alimentaire. Elle est particulièrement utile pour l'éclairage qu'elle apporte sur l'interdépendance des stratégies alimentaires en temps de crise dans les villes africaines, avec le développement d'un secteur financier informel et de la solidarité, l'essor des cultures illicites et la dynamique des institutions agraires dans les agricultures marginales.

On y trouve toutefois une certaine naïveté dans la conviction que toutes ces approches et innovations – que les familles et les paysans africains ont été contraints d'inventer – peuvent être mécaniquement traduites en politiques. Elles devraient l'être, bien sûr, mais aujourd'hui la question est surtout de savoir comment donner aux décideurs politiques les moyens de mener à bien ces changements.

Un sujet brûlant, qui appelle à plus de recherche-action, peut-être ?

Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs
G Winter (coordonnateur)
IRD/Karthala, 2001. 456 pages
ISBN 2 84586 158 3. Prix : 27,50 €
Éditions Karthala
22 - 24 boulevard Arago
75013 Paris, France
E-mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

Gérer les forêts

■ Dans le Point de Vue de *Spore* 82, Gérard Buttoud affirmait que la participation active de tous les intéressés est essentielle pour de véritables négociations dans la gestion des forêts. Cet ouvrage réaffirme la nécessité d'une approche participative de la négociation et la replace dans un contexte plus large.

Les quatre parties du livre illustrent cette approche multilatérale : forêt et société, politiques forestières, forêt et bois dans l'économie, gestion forestière. Des aspects traditionnels de la gestion forestière au commerce mondial, en passant par la résolution des conflits, ce livre décrit les



principaux enjeux du secteur, à travers une analyse des tenants et des aboutissants de l'informel et du formel et de leur cohabitation.

Beaucoup d'ouvrages plaident pour la participation et la négocia-

tion, mais celui-ci se singularise par son souci des détails. Les chapitres sont illustrés de plus de quarante études de cas, provenant principalement des pays ACP. Les annexes, le glossaire des termes techniques, la bibliographie et la liste des institutions et projets ressources sont d'une qualité exemplaire.

Gérer les forêts du Sud
G Buttoud, Harmattan, 2001.
255 pages. ISBN 2 7475 0613 4
Prix : 22,90 €
Éditions Harmattan
5 - 7 rue de l'École Polytechnique
75005 Paris, France
E-mail : harmat@worldnet.fr
Site Web : www.editions-harmattan.fr

Santé animale

■ L'organisation Vétérinaires sans frontières propose une nouvelle base de données bibliographiques sur la santé animale, spécialement axée sur le matériel didactique et pédagogique. Destinée aux formateurs aussi bien qu'aux auxiliaires d'élevage et aux éleveurs, cette base regroupe des manuels dans quatre rubriques : santé animale de base, zootechnie, gestion des ressources naturelles et méthodologie.

VSF
14 avenue Bertholet
69361 Lyon Cedex 07
France
Fax : + 33 478 69 79 56
Site Web :
www.vsf-france.org/
ressources/index.html
Email : vsf@vsf-france.org

Donnez à l'homme un petit poisson

■ Voici une superbe étude d'un secteur qui, littéralement, ne représente qu'un petit poisson dans l'immensité de l'océan. La pêche côtière en Guinée, activité économique essentielle depuis des siècles, est l'une des plus dynamiques de toute la côte ouest-africaine. Au cours des deux dernières décennies, elle s'est développée, comme dans les pays voisins, pour répondre à une demande intérieure croissante et aux perspectives du commerce international. Ce dernier a créé sur toute la côte de la région un afflux d'opérateurs de pêche industrielle venus de plusieurs continents.

Dans ce contexte de mutations, comment se porte la pêche côtière en Guinée et quelles sont ses perspectives ? Cet ouvrage du Centre national des sciences halieutiques de Boussoura (CNSHB) et de son partenaire, l'IRD, examine les aspects environnementaux et économiques du secteur, et en particulier le stockage du poisson et les besoins des artisans pêcheurs locaux. La qualité du traitement de l'information et des illustrations, notamment des variétés de poissons et des techniques de pêche, pourrait inspirer bien d'autres pays pour l'analyse et la présentation de leur secteur pêche.

La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation
F Domain, P Chavance et A Diallo, CNSHB/IRD, 2000
393 pages
Prix : 16,77 €
Éditions IRD
32 avenue Henri Varagnat
F - 93143 Bondy cedex
France
Fax : + 33 1 48 02 79 09
E-mail :
autrepart@bondy.ird.fr
Site Web : www.ird.fr

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement

agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@net-library.de – Site Web : http://www.net-library.de

Comment utiliser-vous Spore ? voir p.14

Enquête

Comment utilisez-vous Spore ?



Questions

Répondez svp au plus grand nombre possible de questions, et si possible sur une seule feuille.

- 1 **Vous**
(ligne par ligne)
Votre nom, sexe, profession/métier, organisation, votre numéro d'abonnement CTA-PDS (si vous en avez un), adresse postale, pays, fax, mél (si vous n'utilisez par le mél aujourd'hui, prévoyez-vous de l'utiliser d'ici à la fin 2002 ?)
- 2 **Votre travail quotidien (une ou plusieurs réponses)**
Production agricole ou élevage ; transformation agro-alimentaire ; commercialisation ; services de vulgarisation ou d'appui ; recherche ; formulation de politiques ; autres...
- 3 **Votre exemplaire**
Combien de personnes le lisent ?
Le lisez-vous dans le mois de sa publication ?
Où gardez-vous les anciens numéros ?
- 4 **Quelles sont vos trois rubriques favorites ?**
Articles longs, En bref, Repères, Publications, Entre nous, Point de vue.
- 5 **Quelles rubriques devrions-nous développer ?**
- 6 **Quelles rubriques devrions-nous raccourcir ?**
- 7 **Quels sujets devrions-nous traiter plus souvent ?**
- 8 **En général, un numéro tous les deux mois, c'est : pas assez / assez / trop**
- 9 **Est-ce que Spore est**
Trop court ; bien comme il est ; trop long ; trop varié ; trop technique ; trop « politique » ; trop superficiel
- 10 **Vos usages de Spore**
Décrivez svp avec vos mots comment vous utiliser Spore, ce que vous réalisez grâce à Spore (envoyez des photos, des images, des exemples de publications...)

Comment utilisez-vous *Spore* ? A quel point vous aide-t-il dans votre travail, vos réflexions, votre formation ? *Spore* peut-il faire quelque chose de plus pour vous ?

Nous voulons savoir comment chaque lecteur utilise *Spore* et ce que vous attendez de plus de notre magazine. Ensemble les lecteurs de *Spore* sont les gens qui font l'agriculture des pays ACP. Connaissez-vous quelqu'un qui ne connaît pas *Spore* ?

Qui utilise Spore ?

Ce 95^e numéro de *Spore* – le 45^e pour sa version portugaise, *Esporo* – est diffusé à plus de 42 000 exemplaires à des abonnés dans 126 pays, en majorité ACP. Il y a aussi plusieurs milliers de lecteurs sur le web. Comme beaucoup d'abonnés partagent leur exemplaire avec d'autres personnes, le nombre de lecteurs est bien supérieur. Notre objectif est que chaque lecteur trouve dans chaque numéro au moins une idée, une nouvelle, une publication, un événement, une technique ou un témoignage qui l'aide dans ses tâches essentielles. Y réussissons-nous ? Est-ce que *Spore* vous est utile ?

Dites-le nous et votre réponse nous aidera à le rendre encore plus utile.

Gagnez un prix !

Ceci n'est pas un concours entre lecteurs, parce que chacun utilise *Spore* à sa façon et que chaque usager est important. Mais pour vous encourager à écrire, nous allons organiser un tirage au sort. Le 1^{er} mars 2002, au siège du CTA, nous mettrons toutes les réponses dans une grande boîte et en tirerons trois au hasard. Chacun des trois gagnants se verra offrir 200 unités de crédits et un nouvel abonnement à *Spore*. Si le gagnant est déjà un abonné, il pourra désigner un autre abonné ou toucher 50 unités de crédits de plus.



Cinq façons de répondre

avant le 1^{er} février 2002

1. Ecrivez les questions et vos réponses sur une feuille de papier et postez la à :

Usages de *Spore*
CTA
BP 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas

2. Ecrivez les questions et vos réponses dans un message électronique et envoyez le à :

usages-de-spore@spore-magazine.org

3. Recevez la liste des questions par mél, en envoyant un mél à :
questions-fr@spore-magazine.org,
et répondez par mél

4. Faxez vos réponses au:
00 31 317 460067

5. Rendez-vous sur le site web du CTA et remplissez le formulaire en ligne :
www.agricta.org/UsagesdeSpore

Calendrier

Envoyez votre réponse pour que nous la recevions avant le 1^{er} février 2002.

Dans *Spore* 98 (avril 2002), nous annoncerons les gagnants du tirage, après les avoir informés personnellement, et nous donnerons un aperçu de leur réponse.

Dans *Spore* 99 (juin 2002), nous présenterons un résumé des résultats de l'enquête.

Dans *Spore* 100 (août 2002), nous reproduirons dans une rubrique spéciale les demandes transmises ou usages rapportés que nous avons estimés les plus innovateurs, instructifs, constructifs, exemplaires, reproductibles ou fiables. Et cela dans le cadre de la célébration de notre centième numéro, dont nous parlerons plus dans *Spore* 96 et les numéros suivants.

Nous ne pourrions retourner aucune réponse, ni les photos, images ou publications jointes.

Je l'ai lu dans Spore

Dans leur courrier récent adressé à BP 380, des lecteurs ont rapporté les utilisations suivantes de *Spore* :

- Adaptation par des paysans de techniques anti-érosion
- Matériel pédagogique pour les écoles et universités
- Formation de personnel dans des organisations de service
- Reproduction dans des bulletins d'information, des rapports annuels
- Mises à jour sur des publications récentes
- Lien avec des sources externes d'information et de formation
- Diffusion à la radio d'articles traduits
- Discussion dans des cercles de lecteurs
- Mise à jour sur des technologies nouvelles
- Sélection de projets par les bailleurs
- L'agriculture inscrite dans des questions plus larges (OGM, changement climatique, place des femmes...)

Boîte postale 380

Nous ne savons pas comment le changement climatique vous affecte, mais ici le courrier inonde la boîte aux lettres de *Spore*. Et vous, nous avez-vous écrit récemment ?



Encore une plainte des fans de formation !

■ **F. K. Chadokweezda**, bibliothécaire de l'International Corps Heraldng Oneness à Gokwe, Zimbabwe, commence par des compliments sur nos merveilleux services :

« Chaque page de *Spore* est un ravissement. Mais, » continue-t-il, « où sont les formations ? Tous vos lecteurs, moi compris, réclament une formation en agriculture par correspondance. Rendez-nous, je vous en prie, cette innovation dynamique, qui a laissé un vide dans notre magazine. »

Cher M. Chadokweezda, et vous tous ! Nous n'avons pas éliminé l'information sur les formations et les rencontres, nous l'avons simplement incluse dans les informations générales. Jetez un coup d'œil aux colonnes en jaune de la rubrique En Bref.

Et les vétérinaires ?

■ Le vétérinaire **Michael Tilakun** de Amuro-Kelle, en Éthiopie, nous écrit que « la coopération avec les services vétérinaires est nécessaire au développement rural, car la santé animale est essentielle à la santé, directement et indirectement. Pourtant *Spore* publie peu d'informations sur la santé animale et devrait lui donner plus d'importance. »

Peut-être n'est-ce pas assez, mais le n° 94 de Spore s'ouvrait par un article sur la santé humaine et animale. Vos commentaires sur cet article seront les bienvenus !

La soie remonte loin

■ **Gareth Davies** écrit de Waterloo, Belgique, en réponse à l'article inspiré par l'ICIPE sur « La route de la soie passe par l'Afrique » dans *Spore* n° 92. « La manufacture de « soie » locale et son utilisation pour la fabrication de vêtements en Afrique sont antérieures à l'ICIPE. Il y a une tradition ouest-africaine de broderies fantaisie utilisant la « soie » naturelle obtenue de toiles d'araignées variées. »

Apprendre grâce aux cercles de qualité

■ En réponse au déclin général des programmes de vulgarisation agricole au Sahel et ailleurs, **Moussa Idi Abdou**, un agent de développement de Keita, Niger, demande « pourquoi pas la méthode de formation en cercles d'études (MEFOCE) démarrée en 1981 par la Confédération internationale des syndicats libres ? Elle consiste à créer un cercle d'études constitué des volontaires (6-10 membres) qui désirent travailler ensemble pour trouver des solutions à leurs problèmes communs ; ils s'organisent et mobilisent leurs animateurs. Les membres se réunissent régulièrement, normalement une fois par semaine. Cette approche démocratique permet par ses moyens et ses méthodes d'atteindre les membres de base le plus rapidement possible. »

Nous avons aussi entendu parler de cercles d'études hebdomadaires sur Internet animés par des syndicats de travailleurs agricoles de la Barbade, du Kenya, du Pérou et d'Afrique du Sud, pour traiter des questions de santé et de sécurité.

Outillage pour le sisal : qui connaît ?

■ **Alan Chadborn** du Design Centre, c/o WAM, PO Box 50, Katakwi, Ouganda nous interroge sur « des méthodes permettant de traiter le sisal pour l'empêcher de pourrir. Les cordes sont ici traditionnellement fabriquées à la main et principalement utilisées pour attacher les animaux quand ils pâturent. Elles s'imbibent de rosée ou de pluie, ramollissent et pourrissent. Tout traitement chimique devrait être inoffensif pour la peau du bétail.

L'équipement nécessaire doit d'abord ôter les cellules charnues des fibres. Actuellement, c'est réalisé en faisant passer les tiges entre le talon d'une personne et une lame métallique, celle d'une houe par exemple. On frotte ensuite les fibres contre la cuisse, on les torse de en ficelles, puis on les tresse en cordes.

Dans notre atelier, nous fabriquons une gamme d'outils pour menuisiers, forgerons et agriculteurs. Notre but est d'apprendre aux forgerons à faire des outils pour développer leurs entreprises rurales. Si vous pouvez m'aider à trouver des plans et des descriptions d'outils pour le sisal, nous pourrions réaliser des prototypes. »

Protéger les grains à bon marché

■ En juillet 2001, **Charles Mbambo** nous a écrit du Zimbabwe que « la récolte du maïs est maintenant terminée et chacun s'occupe de stocker le grain. Celui-ci doit être protégé contre les insectes, mais les insecticides sont bien trop chers pour les paysans pauvres. Chers paysans, essayez donc la cendre de bouse de vache pour protéger le grain. Ramassez des bouses séchées et brûlez-les. Remplissez un récipient de 20 litres avec ces cendres et mélangez-y 90 kg de grain. L'odeur de ces cendres éloignera des insectes comme *Sitophilus granarius* et *Rhizopertha dominica*. C'est facile, cela ne coûte rien, sauf du temps et de l'énergie. »

Les populations Anasazi des régions au sud-ouest des États-Unis employaient des techniques semblables pour leur maïs, en utilisant des cendres de crottin de mouton.

Tirez la leçon de vos erreurs

Les leçons, les déceptions et les bonnes surprises de deux années d'expérience de services d'informations sur les marchés ont été passées en revue dans un atelier consacré au travail du CTA dans ce domaine avec trois projets pilotes au Ghana, au Kenya et en Ouganda. Le rapport (uniquement en anglais) de cet atelier qui s'était tenu à Wageningen en octobre 2000 décrit les mesures prises pour améliorer les échanges d'informations. Il examine en particulier des aspects clés tels que la qualité et la fiabilité des données, leur circulation régulière, ainsi que, sur le plan financier, les problèmes d'intégrité et de durabilité.

Technical consultation on the development of market information services for small operators in the agricultural sectors of ACP countries.

Document de travail CTA, 2001. 82 pp.
N° CTA 8023.

5 unités de crédit.



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067

E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro :

Didier Chabrol, Marcel Chimwala,
O'Neil Cuffe, Bernard Favre,
Singy Hanyona, Erik Heijmans,
Catherine Marzin, Dudley Moloi,
Paul Osborn, Jacques Sultan, Christine Tissot.

Mise en page : Louma productions

Impression : Imprimerie Publicep, France

© CTA 2 001 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit.
Merci de mentionner *Spore* comme source.



Elizabeth Mary Minofu Sibale, chercheuse agricole, est spécialisée dans le maïs. Elle travaille pour le programme du CIMMYT à la station de recherche agricole de Chitedze (Malawi) où elle est l'expert national en sécurité alimentaire auprès de la Délégation européenne. En 2000, elle a obtenu le prix de la Banque mondiale et de l'Africa Club du FMI pour son travail sur la reproduction des variétés à pollinisation ouverte (VPO).

Semences

Sécurité semencière pour les petits producteurs

Les semences constituent l'intrant le plus important en agriculture et le moins coûteux comparé aux engrais, aux pesticides et au travail. Deux éléments clés pour de meilleurs rendements : de bonnes pratiques culturales et des variétés locales à pollinisation ouverte (VPO) améliorées.

Disposer de bonnes semences au juste prix reste le problème majeur du paysan. Le coût des semences améliorées augmente chaque jour et ce n'est pas seulement dommage pour les petits producteurs. C'est aussi la pierre d'achoppement des programmes de sécurité alimentaire. Dans le cas du Malawi, par exemple, les paysans n'avaient jamais acheté de semences avant l'introduction des variétés hybrides, au début des années 50. Ils utilisaient les leurs ou les échangeaient avec leurs voisins. L'introduction des hybrides s'est accompagnée de subventions sur les intrants. Commencer à les acheter n'était donc pas une charge trop lourde pour un petit producteur pauvre.

La situation est aujourd'hui différente. En 1987, le gouvernement a appliqué le programme d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale et a progressivement sup-

primé ces subventions. Cela a rendu les intrants – dont les semences hybrides – inaccessibles aux petits producteurs. Ceux qui avaient adopté les hybrides sont revenus aux variétés locales et la production de maïs a chuté.

Un produit intermédiaire

Au Malawi, 90 % de la terre cultivée en maïs appartiennent aux petits producteurs et 80 % de cette surface sont plantés de variétés à faible rendement. Il était donc logique de lancer un programme semencier qui propose une variété intermédiaire, accessible, avec un meilleur rendement, des conditions de conservation et de transformation proches de celles des variétés locales et dont les paysans pouvaient tirer les semences de la prochaine campagne. C'est là que les VPO sont entrés en jeu. Si elles ne peuvent pas égaler les performances des hybrides dans un contexte de fer-

Au-delà de l'accessibilité

tilité élevée, elles les dépassent en cas de faible fertilité. C'est pourquoi je recommande les VPO pour les petits producteurs des pays ACP, où la terre est souvent moins fertile en raison de l'intensité des cultures sans rotation. Bien que les chercheurs aient mis au point de nombreuses VPO, les commerçants ne veulent pas en assurer la promotion ni la vente. Pourquoi ? Ils craignent de perdre leur marché car les VPO peuvent être recyclées pendant trois ans sans perte de productivité. Si ce recyclage est un inconvénient pour ces sociétés commerciales, il représente un avantage pour les producteurs. La production alimentaire familiale ne chute pas comme ce serait le cas avec des variétés locales. C'est pourquoi j'invite les gouvernements ACP et autres décideurs à encourager l'usage des VPO chez les petits

des intrants, les variétés hybrides n'avaient pas d'avantage significatif sur les VPO en termes de rendement. Les petits producteurs, pour la plupart pauvres, n'ont pas de système performant de gestion des intrants. Il serait donc absurde de les encourager à cultiver les variétés hybrides, car s'ils le faisaient, ils auraient d'importantes pertes.

Un autre aspect que je veux souligner est la formation. Elle va de pair avec l'émancipation. Les petits producteurs doivent être formés en production semencière comme en transformation et en marketing. Ceci doit leur être proposé dans leurs coopératives pour s'assurer que les paysans eux-mêmes puissent identifier les variétés qui leur conviennent du point de vue traditionnel et scientifique.

Au Malawi, le maïs est traditionnellement écrasé dans un mortier pour en retirer le son avant de le réduire en farine. C'est pourquoi les paysans préfèrent les variétés dures comme leurs variétés locales. S'ils sont encouragés à produire des VPO qui préservent ces méthodes traditionnelles, la sécurité alimentaire pourra être assurée. Ces programmes doivent également permettre un flux constant de semences pures dans le système de production semencier afin que les producteurs n'aient jamais besoin d'en acheter, même après les trois années de durée de vie des VPO.

Au Malawi, le gouvernement et des partenaires comme l'Union européenne ont appuyé ces programmes de formation. Le résultat est que les semences absentes sur le marché il y a cinq ans peuvent maintenant être achetées : maïs, VPO améliorées, arachides, haricots, soja, pois cajan et bien d'autres.

En résumé, je dirais que le principal défi pour la sécurité alimentaire et le bien-être est de renforcer le système semencier et d'intensifier la formation paysanne sur les bonnes méthodes culturales.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.

« *s'assurer que les paysans eux-mêmes puissent identifier les variétés qui leur conviennent* »

producteurs. C'est ainsi qu'ils atteindront la sécurité alimentaire. N'oublions pas que dans des pays comme le Malawi, ces producteurs constituent le plus gros de la population. Quel serait l'intérêt de promouvoir les variétés hybrides, intéressantes seulement pour les riches, et de laisser de côté les VPO, idéales pour la majorité des producteurs ? Lorsqu'on parle de développement agricole, il faut prendre en compte les systèmes de production et les communautés concernées et proposer aux petits producteurs ce qui leur convient. L'ambition de tout programme agricole doit être la sécurité alimentaire pour tous et non la promotion des sociétés semencières.

Gérer les semences

Un autre point important dans les systèmes de production est celui de la gestion des intrants. Dans notre recherche au Malawi, nous avons noté qu'avec un mauvais système de gestion